

~~NATO SECRET~~

SEC-II-2

Mémorandum sur la réunion ministérielle très restreinte du
11 décembre 1980

Le Secrétaire Général ouvre la réunion avec quelques remarques introductives soulignant l'importance et le caractère inhabituel d'une réunion à participation aussi restreinte.

M. Genscher remercie le Secrétaire Général pour avoir convoqué une telle réunion qui a pour but de permettre un échange de vues très confidentiel entre Ministres sur les questions qui les préoccupent. Il est important que par de telles consultations l'on puisse parvenir à dégager une volonté commune de l'Alliance. [REDACTED] ?

Nous nous trouvons maintenant devant le cas de la Pologne. Nos informations au sujet des activités soviétiques à propos de la Pologne sont inquiétantes. Si Moscou devait décider une escalade contre la Pologne, ceci nous mettrait devant une étape ultérieure de l'expansionisme de l'URSS en l'espace de douze mois.

[REDACTED] Le cas polonais serait particulièrement sérieux, il constituerait une violation des accords d'Helsinki et aussi une violation des accords USA-URSS de 1972 de retenue mutuelle. Les rapports qui unissent nos peuples aux Polonais sont très intenses et cette circonstance ne ferait qu'accroître le retentissement d'une intervention soviétique en Pologne.

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 2 -

Mais - continue M. Genscher - il ne faut pas considérer l'intervention comme inéluctable. Les Alliés devraient se proposer de faire tout leur possible pour qu'elle ne se produise pas. L'attitude à prendre consiste à faire comprendre aux Soviétiques qu'un tel événement aurait de graves conséquences; faire preuve de modération en même temps que de fermeté. L'assistance économique peut devenir une démonstration de notre bonne volonté envers la Pologne.

Dans le cas où Moscou devait se décider à intervenir, nous devrions évaluer ensemble la situation. Il ne faudra pas s'attendre à un modèle d'intervention claire, mais il s'agira plus vraisemblablement d'une série de modèles possibles, d'une graduation de possibilités; nous pourrions nous trouver devant une situation ambiguë. C'est pour cela que nous aurions intérêt à garder notre souplesse devant chaque mesure qui pourrait être adoptée par Moscou. Nos réactions devraient être proportionnées aux mesures prises par l'autre côté.

M. Genscher passe brièvement en revue la situation à l'intérieur de la Pologne et notamment les rapports existants entre les trois centres du pouvoir du pays : l'Eglise, les syndicats et les dirigeants politiques. De l'avis de M. Genscher, encore à l'heure actuelle, le Gouvernement de Varsovie tient bien les rênes du pouvoir. Au cas où l'intervention devait se produire, les Gouvernements occidentaux pourraient envisager toute une série de réactions possibles, politiques ou économiques, selon leur évaluation de la situation. L'intervention aurait certainement des conséquences sur Madrid et aussi sur les MBFR (en effet, l'entrée des troupes soviétiques en Pologne signifierait une entrée de troupes dans les zones de réduction). Les Ministres de l'OTAN devraient se réunir à nouveau pour décider des contre mesures à prendre. Il ne devrait pas y avoir des réactions automatiques sur la base d'une liste de contre mesures arrêtées à l'avance pour ne pas risquer d'aller trop loin ou pas assez loin. Il faudrait qu'une décision de la part des Ministres intervienne après l'événement, sur la base de l'évaluation qu'ils seraient à même de faire.

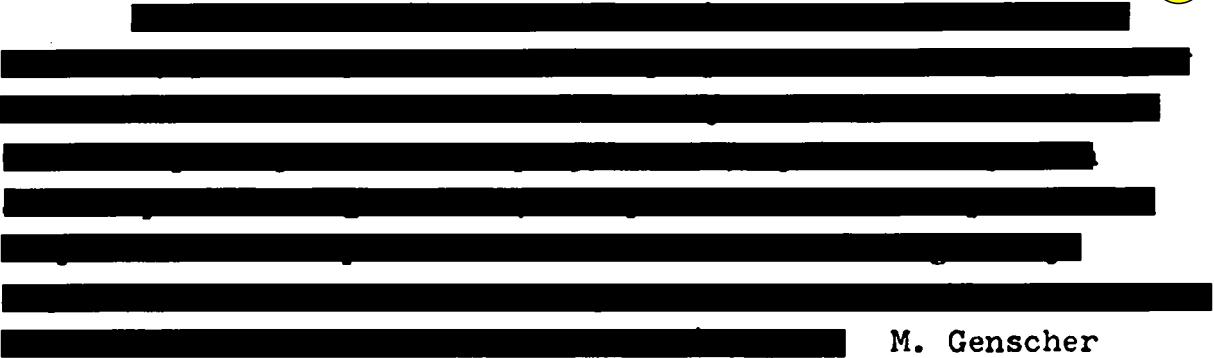
N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 3 -

à ce moment-là. C'est pour cela que M. Genscher estime qu'on ne doit parvenir aujourd'hui à aucune conclusion sur les mesures à adopter. Encore faudrait-il que toutes les décisions politiques que l'Alliance prendrait au moment opportun, soient des décisions communes. M. Genscher souligne l'importance d'une position ferme et solidaire de la part de l'Occident. Toute démonstration de faiblesse aurait des répercussions négatives, même dans un cadre plus vaste que celui des rapports Est-Ouest. Le Tiers Monde nous observe, dit M. Genscher, et il suivra le plus fort.

(?)



M. Genscher conclut son intervention en revenant sur la question de la Pologne et en soulignant à nouveau la gravité que revêtirait toute intervention soviétique dans ce pays. Si Moscou intervient en Pologne, dit-il, le monde ne sera plus le même.

Le Secrétaire Général, en soulignant l'importance du discours de M. Genscher, relève la proposition qu'il a avancée en faveur d'une réunion immédiate des Ministres des Affaires Etrangères des quinze pays de l'OTAN au cas d'une intervention soviétique en Pologne.

M. Nothomb soumet à ses collègues les éléments d'information qu'il a pu recueillir à l'occasion de sa récente visite en Pologne. Les dirigeants polonais lui ont déclaré qu'ils ont l'intention de poursuivre, tranquillement et résolument, la ligne politique qu'ils ont entreprise : ils maintiendront leurs promesses de réforme avec l'appui de la nation polonaise. Le pays, souligne M. Nothomb, lui a donné une image de calme. La plus grande partie du syndicat "Solidarité" appuie le Gouvernement, à l'exception de quelques petits groupes extrémistes, qui sont en contact avec les syndicats américains, le

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 4 -

CDU allemand et, lui ont dit les dirigeants polonais, aussi des groupes fascistes en Italie. La volonté de réforme du groupe dirigeant polonais rencontre deux limites : la Pologne reste dans le Pacte de Varsovie, la Pologne reste socialiste. Les dirigeants polonais estiment que le cas de la Pologne ne constitue pas un cas " contagieux " pour le reste des pays du Pacte de Varsovie. " Nous sommes un cas à part en raison des caractéristiques particulières de la situation polonaise."

M. Nothomb souligne ensuite le grand désarroi dans lequel se trouve la situation économique de la Pologne : non seulement à cause de la mauvaise récolte agricole, mais aussi des erreurs de conduite économique, que les dirigeants polonais sont prêts à reconnaître eux-mêmes. Ceux-ci demandent que l'Ouest intervienne en faveur de la Pologne par de nouveaux crédits et par une aide alimentaire accrue. Les dirigeants polonais ont précisé à M. Nothomb que toute denrée alimentaire devrait être acheminée vers la Pologne par chemin de fer et non par bateau : à cause de l'encombrement des ports polonais de la Baltique, ont-ils dit, provoqué par les navires déchargeant le blé américain (M. Nothomb laisse entendre qu'il n'a pas prêté foi à une explication qui relève bien plus du prétexte).

M. Nothomb ajoute, en terminant, avoir illustré à l'intention de ses interlocuteurs polonais le communiqué des " Dix " de Luxembourg et exprimé sa conviction qu'une intervention soviétique ne devait pas être considérée comme inévitable.

M. Kania lui-même a dit à M. Nothomb qu'il était revenu satisfait des résultats de sa rencontre de Moscou avec les autres dirigeants des pays du Pacte de Varsovie.

M. François-Poncet déclare qu'il considère très opportun d'avoir envisagé cette réunion restreinte. La situation lui paraît " extrêmement sérieuse " pour trois raisons : (1) nous sommes en présence d'une accumulation d'événements [REDACTED]

[REDACTED] chacun desquels représente un facteur de rupture du système des relations Est-Ouest qui s'étaient établies dans les dernières quinze années; (2) ces événements constituent une remise en cause évidente du principe à la base de ces relations,

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 5 -

c'est-à-dire la reconnaissance du statu quo en Europe, accepté de part et d'autre sur la base de l'idée que l'on ne le changerait pas par la force, mais qu'on le reconnaîtrait en même temps susceptible d'une évolution politique; (3) la réaction de nos opinions publiques : la crise polonaise a créé un immense sentiment de malaise. Si quelque chose arrivait en Pologne, le retentissement serait considérable.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



A. Pour la Pologne l'alerte actuelle constitue en elle-même un fait inacceptable : nous sommes en effet devant une menace d'emploi de la force. Le scénario d'une intervention soviétique, de l'avis de M. François-Poncet, pourrait être complexe : ce qui rendrait plus difficile aux Occidentaux de mettre en œuvre leurs réactions. Ce qui déclencherait ces réactions, c'est le critère de la résistance polonaise. A ce propos M. François-Poncet avance trois hypothèses : refus de la part des dirigeants polonais d'appeler les Russes, résistance de la population, grève générale. Et nous pourrions nous trouver en présence d'une situation encore plus grave. En ce qui concerne la réaction occidentale, il y a toute une série de mesures qui, dit M. François-Poncet, "va de soi" : les Ministres de l'OTAN se réunissent immédiatement; nous quittons Madrid; nous saisissons le Conseil de Sécurité des Nations Unies; les MBFR deviennent une dérision; plus de visites bilatérales avec l'Union Soviétique. Il y aurait ensuite, continue M. François-Poncet, à examiner d'autres réactions possibles : politiques, diplomatiques, économiques, renforcement du dispositif militaire occidental. En ce qui concerne ce dernier aspect, la France a déjà pris certaines mesures et elle se réserve d'en prendre d'autres, si nécessaire. Le dispositif soviétique actuel, dit M. François-Poncet, "constitue la militarisation de l'action soviétique en Europe."

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 6 -

[REDACTED]

C. Il faut enfin faire face à la stratégie soviétique pour la nouvelle décennie. La politique Est-Ouest inaugurée par Brejnev avait pour objectif de tirer des avantages économiques des rapports avec les pays occidentaux et de se servir de la détente pour la " finlandisation " de l'Europe. A cet objectif s'ajoute maintenant une dimension militaire que nous ne pouvons pas ignorer. Nous devons donc nous reposer le problème des rapports avec l'Union Soviétique. La stratégie nouvelle de l'Occident devrait envisager aussi la possibilité d'une réplique aux initiatives militaires soviétiques sur le terrain (comme fait la France en Afrique). Il faut éviter, souligne M. François-Poncet, que le Tiers Monde puisse conclure que l'URSS est la plus forte : " l'URSS, dit-il, ne doit pas avoir le monopole de l'exercice victorieux de la force militaire." Aussi, sur le plan économique il faudra adapter la nouvelle stratégie au fait que dans les années 80 l'URSS sera demandeur encore plus que dans le passé.

Lord Carrington expresses his appreciation to the Secretary General for having called this super-restricted meeting which can represent a very useful experiment. He also thanks Mr. Nothomb for his information on the Polish situation. " We see great difficulties in the future," Lord Carrington says; " détente may end and arms talks may also suffer heavily from the consequences of the Polish crisis." [REDACTED] ?

[REDACTED]

[REDACTED]

N A T O S E C R E T

N A T O - S E C R E T

- 7 -

[REDACTED]

As for Poland, the Soviets should be worried about the economic situation of the country. Since June, Warsaw has been making concessions to "Solidarity" and this very fact has had negative repercussions on the Polish economy, which would become a burden for the Soviets if they decided to intervene. The two questions which we now have to decide, says Lord Carrington, are the following : (1) Is there anything we can do to prevent a Soviet "intervention" in Poland ? (And it is quite clear that there are many ways in which an "intervention" could materialise). (2) What do we do if we fail ? What response should the Alliance then give ?

There is not much more we can do diplomatically, Lord Carrington goes on saying, beyond what we have already done, to prevent a Soviet intervention in Poland. The only practical thing is to help Poland economically. But what if we fail ? Lord Carrington agrees with Gensaher. There should be immediately a Ministerial meeting of the NATO countries : unity of the Alliance is of the essence; [REDACTED] ?

[REDACTED] Ministers should decide at that moment what measures to adopt in the various circumstances. The Permanent Representatives should be tasked now to consider further what measures would be appropriate; in other words, to draw up a list from which the Ministers could, at the right moment, select the appropriate response. Lord Carrington repeats that the Ministers should not discuss today in any detail the counter-measures : that would give the impression that NATO considers the Soviet intervention as inevitable. We must not enable the Soviets, insists Lord Carrington, to say that NATO wishes to end détente; and the

N A T O - S E C R E T

communiqué should in no way give this impression. It should be a firm statement, but contain no provocation. Prudence and caution should inspire NATO at this juncture. Lord Carrington refers at the end of his intervention to the defence posture of the Alliance. He says, in essence, that we do not get enough for what we spend. We should do more, but we should also see to it that what we do is more effective.

The Secretary General picks up this last point and expands on it, in agreement with Lord Carrington's thesis.

Mr. MacGuigan says that the Canadian Government believes that no final decision on Poland has been made yet by Moscow. Intervention, he says, is not unavoidable. It can be prevented. We must, therefore, be very careful about Poland in the communiqué. Poland has to be mentioned, but in such a way as to avoid any possible provocation. He says that Prime Minister Trudeau has written a letter to Brezhnev about the Polish situation. The West should aim at using "the carrot as well as the stick." And the carrot could very well be our economic aid to Poland, which should be explained to the Soviets and made to look as an attractive proposition for them. Mr. MacGuigan says that the NATO staff should be kept on alert during the Christmas period (the Secretary General interrupts by saying that he has already given appropriate instructions to this effect as far as the International Staff is concerned). If any crisis should occur, continues Mr. MacGuigan, the Ministers should meet as soon as possible. It is essential to avoid any show of disunity. Reactions of the Alliance could range from limitation of contacts to interruption of negotiations, economic sanctions, etc., but they should not be discussed in detail today. Mr. MacGuigan adds that an announcement made in Washington about the transfer to Europe of the American AWACS planes has disturbed Ottawa (Muskie retorts by clarifying what actually took place in this connection). Mr. MacGuigan commends his German colleague for the initiative he has taken concerning the present super-restricted meeting. He says that the NATO Ministers should meet more frequently than twice a year. He suggests Ministerial meetings on a quarterly basis. And finally he suggests that the Ministers

N A T O S E C R E T

- 9 -

meet again, in any case, in March. He also stresses the importance of having countries such as Japan and Spain associated as closely as possible to any eventual response that NATO might want to give to the Soviets concerning Poland.

The Secretary General, regarding the proposal to have another Ministerial meeting in March, says that the idea will be kept under consideration through diplomatic channels.

Mr. van der Klaauw agrees with the general assessment of the situation made by Mr. François-Poncet. As far as Poland is concerned, there are two questions to be resolved : (1) how to prevent an intervention, and (2) what to do after an intervention. He agrees that, in case of a Soviet intervention in Poland, the Permanent Representatives should meet at once and the Ministers as soon as possible thereafter. The West should declare, in Madrid, that détente is finished and recall its representatives from the Conference. Western representatives to MBFR negotiations should also be recalled. As to the Western attitude intended to try to prevent a Soviet intervention, Mr. van der Klaauw says that a strong declaration should emanate from the present Ministerial meeting. He also warns against the danger of proliferating too many declarations in order not to downgrade their value. He says that the transfer to Europe of the AWACS planes gave a useful signal, and similarly, the decision not to disperse the STANAVFORLANT was an expression of Alliance unity. In case of a Soviet intervention, concludes Mr. van der Klaauw, we might all expect a refugee problem in the Baltic. This is also a problem we should have to look into.

M. Colombo souligne l'utilité d'une telle réunion restreinte et exprime le souhait que les Ministres puissent en tenir d'autres à l'avenir, ou d'une façon régulière ou dans des circonstances particulières. Le " mystère " qui entoure la présente réunion constitue déjà un fait politique en lui-même. Il est d'accord avec M. François-Poncet : les événements polonais sont graves parce qu'ils viennent s'ajouter à

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 10 -

d'autres facteurs de crise. Ils mettent en cause deux principes importants : celui du respect de la souveraineté, qui serait violée en cas d'intervention; et celui du respect du libre choix exprimé par un consensus populaire, qui a, en effet, déjà été violé par l'intimidation soviétique. Les événements de Pologne, continue M. Colombo, ont des répercussions très graves dans nos pays. L'Occident a raison donc d'aider économiquement la Pologne, en répondant à l'appel du Gouvernement de Varsovie lui-même. Les Polonais ont dit aussi à M. Colombo que leur cas était un cas " sui generis," non exportable dans les autres pays du Pacte de Varsovie.

Qu'est-ce qu'il faut faire maintenant ? Nous sommes déjà en Pologne, dit M. Colombo, en face d'une intimidation en cours de la part de l'Union soviétique. Nous ne pouvons pas considérer une invasion soviétique comme inéluctable, mais nous ne pouvons pas non plus la considérer comme impossible. L'URSS pourrait être amenée précisément par ses propres difficultés, à renforcer sa cohésion intérieure par une action en Pologne sans prêter attention aux effets extérieurs que celle-ci pourrait avoir. Naturellement, il serait inopportun d'adopter une attitude provocatrice; mais il y a une différence entre la provocation et une attitude très ferme, très nette. Le moment venu, continue M. Colombo, nous devrions nous pencher sur les mesures à prendre en cas d'intervention soviétique. Nous pourrions le faire sur la base des suggestions qui nous seraient données par nos Représentants Permanents. Mais M. Colombo indique dès maintenant un critère très important auquel il faudrait se tenir : à savoir, que les mesures éventuelles soient adoptées d'une façon conjointe et qu'elles engagent de la même façon tous les pays membres de l'Alliance. Il faut que l'Alliance, souligne M. Colombo, donne la preuve cette fois-ci d'une solidarité absolue.



N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 11 -

[REDACTED]

L'URSS dans ces dernières dix années a tiré profit (aussi sur le terrain économique) de la politique de détente, et elle est intéressée à continuer à en tirer profit : son objectif est de " finlandiser " l'Europe et d'essayer de diviser les alliés occidentaux.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

?

Mr. Türkmen expresses his appreciation for Mr. Genscher's initiative to have such a restricted meeting. The problem of Poland, he says, is the problem of trying to prevent a Soviet intervention. Any mixture of " carrot and stick " which the West can use would be appropriate if it could help reach that aim. If an intervention should happen, then we should react by adopting the most suitable measures. In this connection, he agrees with most of what has been suggested : meeting of the NATO Ministers, appeal to the Security Council of the United Nations, interruption of the Madrid Conference, etc. But the most difficult problem, according to Mr. Türkmen would be to identify when and whether an intervention has taken place, since in all likelihood it could take various forms, many of an ambiguous nature.

"

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

?

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 12 -

[REDACTED]

Mr. Frydenlund agrees with the assessment made by Lord Carrington that the Soviet Union also has its own serious difficulties. If the Soviets intervene in Poland, they will have to pay a high price for their action. Mr. Frydenlund has no doubt that, if necessary, the Soviets will use force, but he also believes that they will do their utmost to avoid having to resort to military power. He agrees with Mr. Genscher that we have to be prepared to face several scenarios. There is a wide range of steps that the Soviets may take to effectuate their intervention. A crucial moment will be 16th December, when celebrations will take place in Gdansk to commemorate the uprising in 1970. Mr. Frydenlund recalls that he is supposed to go to Moscow on 19th December, although as yet he has not had final confirmation of the visit from the Soviets. If he does go to Moscow, he will be glad to raise with the Soviets any point which his colleagues might wish him to convey to the Soviet leaders.

Mr. Olesen, as far as Poland is concerned, shares the opinions expressed by other Ministers that the Soviets will intervene if they feel that the socialist order is endangered by the internal evolution. The West should do all what it can to avoid such an intervention. The signal given by the Alliance should be that the West is very serious about what happens in Poland, but not given in a way that could be misused by the Soviets : we must not give the impression that we consider a Soviet intervention as unavoidable. There can be several degrees of Soviet intervention, continues Mr. Olesen, for

N A T O S E C R E T

- 13 -

instance, the Soviets could increase the strength of their two divisions already in Poland. The decisive criterion on which to base Western reactions (and to call a new meeting of the NATO ministers) should be whether Soviet forces are used against the population. At the present meeting, says Mr. Olesen, we must not decide about sanctions, because that would give the impression that we consider the intervention as unavoidable : we must, instead, ask our Permanent Representatives to study possible forms of reactions : diplomatic, political, economic counter-measures. Amongst the diplomatic counter-measures, Mr. Olesen mentions the recall of Ambassadors from Moscow, an appeal to the Security Council, and interruption of the Madrid Conference. With reference to this latter measure, Mr. Olesen concludes by saying that even then, of course, the " door would be closed, but not locked."

The Secretary General referring to the events mentioned by Mr. Olesen as the criteria on which to base Western reactions, says that the arrest of trade union leaders in Poland also should be regarded as a major form of intervention. Mr. Olesen answers that this would deserve further consideration. van der Klaauw, referring to the suggestion of recalling the Ambassadors from Moscow, points out that they should be recalled only after they had delivered their notes of protest.

Mr. Muskie says that he has listened with great reassurance to what has been said by his colleagues about Poland. In terms of perception of Alliance unity, there is great improvement compared to the situation which he sensed at the Ministerial meeting of last June. Turning to the situation in and around Poland, he says that the Soviets have completed the adoption of measures necessary for invasion. Their preparations have been going on for some time, they continued during the Moscow Summit and they continue even now. Rarely in the past have the Soviets failed to use forces prepared for a given mission. In one way or the other they will do something in Poland, if they find a way to build a Trojan horse, they will do it .. this would be an invasion under cover of military exercises.

- 14 -

We do not know whether they have decided to intervene in Poland; some evidence suggests they have, but we are not sure, we do not really know. We still have to try to dissuade them. Mr. Muskie refers to the President's statement of last Sunday affirming that Soviet preparations were completed. Such announcement was deliberate. In the American view the world should know what goes on around Poland. We hope, says Mr. Muskie, that publicity may have a deterring effect by eliminating surprise. It is doubtful, according to Mr. Muskie, that the population in Poland knows what is going on around their borders. The farmers in Poland now want to form their unions. Seven million out of fourteen million Polish workers have become members of "Solidarity" in a very short time. The situation in Poland is not simple, not black and white. Furthermore, the Soviets are well aware of the nature of the Polish people. They know that it is better to take them by surprise than to try to intimidate them. I do not know, says Mr. Muskie, to what extent Soviet decisions can be influenced by communiqués from the West, but they may be influenced by a show of resolve.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] ?

[REDACTED] As far as Poland is concerned, the Soviets will be influenced by their evaluation of the cost of doing what they have in mind. [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] With respect to the nature of a Western response, Mr. Muskie says that the present meeting is not intended to devise a blue-print. The various options will have to be assessed by the Permanent Representatives; but the statement about Poland in our communiqué has to be clear and firm.

[REDACTED] ?

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

N A T O S E C R E T

- 15 -

[REDACTED]

We are doing better at the present time, says Mr. Muskie. We say to our American people that we are strong because we have a strong Alliance. Poland, continues Mr. Muskie, is a case in point, a demonstration. What does NATO really intend to do ? There is scepticism in the minds of the American public opinion and of the Senate, he goes on saying, on the real solidarity of the Alliance. He himself has countered such a scepticism by declaring in the Senate that the United States can expect a positive response from its Allies. The Allies should produce a common effort in front of the Polish situation. Economic sanctions represent the most difficult area of response, but there is a price to be paid for showing a common resolve. There has to be clear and firm understanding about common action.

We have examined the possibility of military intervention in connection with Poland, he says; there is no military way in which we can defend Poland. But still we are faced with a Soviet military concentration; such concentration, with or without Poland, constitutes in itself a threat. Therefore, we have to strengthen our military defence in order to show that we are ready to meet all contingencies. I hope, says Mr. Muskie, that the Polish crisis will generate greater urgency to put our defence in order.

[REDACTED] ?

N A T O S E C R E T

~~N A T O S E C R E T~~

- 16 -

[REDACTED]

A brief discussion follows the intervention of Mr. Muskie. The Secretary General, referring to the point made concerning the concentration of Soviet forces in connection with the Polish crisis, points out that there is a lesson to learn for crisis management : notably, the importance for the Alliance to use [REDACTED] warning time to the best of its capability. [REDACTED] ?

[REDACTED]

Madame Flesch [REDACTED]

A propos de la Pologne, elle dit que " le signal " de l'Alliance devrait être ferme et prudent. Les nations occidentales devraient donner une aide économique à la Pologne, mais d'une façon " non-provocatrice." Si une intervention soviétique en Pologne devait se produire, les Ministres de l'OTAN devraient se réunir immédiatement. En ce qui concerne les mesures à prendre Madame Flesch souligne que la solidarité de l'Alliance est essentielle.

M. de Azevedo Coutinho affirme qu'il n'est pas convaincu, comme plusieurs de ses collègues, que l'intervention soviétique

~~N A T O S E C R E T~~

N A T O S E C R E T

- 17 -

en Pologne ne soit pas inévitable. Il faut que les Représen-tants Permanents étudient les mesures à prendre. L'importance du problème polonais est accrue par le fait que l'opinion pu-blique des pays occidentaux se passionne pour le destin de la Pologne. Concernant l'Afrique, M. de Avezedo Coutinho remarque que l'on peut constater une volonté répandue dans la plupart des pays africains de s'éloigner de l'Union Soviétique : mais ces pays, dit-il, ont les yeux sur nous. M. de Azevedo Coutinho exprime quelques doutes sur les mesures que l'Occident serait réellement prêt à prendre dans le cas où l'Union Soviétique interviendrait en Pologne. Dans une telle éventualité, dit-il, on pourrait s'attendre à un appel du Pape : Sauvez la Pologne. Et alors que ferons-nous ?

Le Secrétaire Général réplique à ce propos que M. Muskie n'a pas proposé seulement de rappeler les Ambassadeurs de Moscou, mais qu'il a parlé de la nécessité de mesures économiques sé-rieuses, efficaces, appliquées d'une façon solidaire par tous les pays de l'Alliance, comme une manière de démontrer les réactions de l'Occident.

M. Nothomb partage les vues exprimées par plusieurs de ses collègues sur la Pologne. Il ne faut pas se comporter comme si l'intervention était inévitable. Dans l'éventualité d'une intervention, les pays occidentaux devraient songer à des contre mesures sérieuses (mais pas militaires) : quelque chose de plus que le rappel des Ambassadeurs; on pourrait songer aussi à l'expulsion des Ambassadeurs soviétiques de nos capi-tales, à l'interdiction de l'accès des navires marchands sovié-tiques dans les ports occidentaux, etc. Des mesures devraient être décidées par les Ministres dans la réunion spéciale qu'ils tiendraient au cas de l'invasion de la Pologne. M. Nothomb souligne encore une fois l'importance de la solidarité occiden-tale. Si le malheur arrive en Pologne, il faudra que l'Occi-dent pense à accroître ses forces. M. Nothomb propose finale-ment que M. Frydenlund, à l'occasion de sa prochaine visite à Moscou, puisse expliquer aux Soviétiques les raisons pour

N A T O S E C R E T

N A T O S E C R E T

- 18 -

lesquelles l'Occident veut aider économiquement la Pologne.

Le Secrétaire Général déclare qu'il est convaincu que le Ministre norvégien donnera suite à la suggestion de M. Nothomb. M. Frydenlund accepte.

M. Mitsotakis est heureux de constater le consensus qui se dégage sur la question de la Pologne. En cas d'intervention soviétique, il faudrait envisager une réunion immédiate des Ministres de l'OTAN. Mais nous ne devrions pas considérer l'intervention comme inévitable. Que faire pour l'éviter ? La décision soviétique, affirme-t-il, fera fonction du prix que Moscou devra payer. M. Mitsotakis est d'avis qu'il est probable que l'intervention ne prendra pas de formes orthodoxes et claires, mais, conclut-il, tout dépendra de la cohésion et de la fermeté de notre Alliance.

Mr. Johansson associates himself with the majority view that a special meeting of NATO Ministers should be convened in the event of Soviet intervention in Poland.

The Secretary General sums up the discussion by declaring that a consensus has emerged along the following lines :

- As soon as there is a Soviet invasion or evidence that the Soviets have intervened in Poland, there should be a special meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the Alliance to decide the counter-measures to be adopted;
- The Permanent Representatives should proceed immediately to study the measures to be taken after a Soviet intervention in Poland;
- It is indispensable that the Alliance should look at its defences;

N A T O S E C R E T

- 19 -

- Considering the measures to be taken after a Soviet intervention in Poland, we cannot ignore the fact that a Soviet concentration of forces also has a military bearing on us. Our measures should also have a military character in the sense of strengthening the general defence posture of the Alliance.